

# PDC : le parti du « ni ni »

... **Christophe Büchi**, Lausanne  
Journaliste

Ce n'est pas une partie de plaisir, par les temps qui courent, que d'être dirigeant du PDC suisse. A force de vouloir être ni de droite ni de gauche, le Parti démocrate-chrétien essuie en permanence les critiques *et* de la droite *et* de la gauche. Il existe des positions plus confortables que celle d'entre deux chaises. Mais il y a plus inquiétant encore pour le parti : sa clientèle et ses alliés traditionnels se détournent de lui. Ainsi, beaucoup de chrétiens actifs dans les associations d'entraide, et même les évêques suisses, reprochent au PDC de s'éloigner des valeurs chrétiennes, notamment en matière de politique d'asile. Dans d'autres domaines délicats, comme le génie génétique ou l'avortement, le parti suscite également la critique de nombreux chrétiens.

Hélas, la distance que le PDC prend de plus en plus vis-à-vis de l'Eglise catholique et de sa hiérarchie ne lui apporte pas nécessairement les sympathies des milieux laïques. Ceux-là lui reprochent souvent de n'être pas clair, d'être un parti « mou », indéfinissable, slalomeur - un parti *wischi-waschi*, comme on dit joliment en Suisse alémanique. A force d'être « ni ni » (ni de gauche ni de droite), le PDC serait un parti « gnangnan », sans position, sans consistance. Voilà le reproche récurrent.

Heureusement pour lui, les difficultés du PDC sont actuellement quelque peu éclipsées par le « carnet rose » : l'avènement de la charmante et habile Argovienne Doris Leuthard au Conseil fédéral et l'élection du médiatique conseiller national valaisan Christophe Darbellay au poste de président du parti. Cela ne saurait cependant faire oublier que le parti a non seulement un gros problème d'image, mais également un véritable problème d'identité, qui hypothèque gravement son avenir.

## Un lourd héritage

Si l'on veut bien comprendre la situation actuelle du PDC et ses perspectives d'avenir, il est utile de jeter un regard en arrière car le problème central du parti, à savoir son profil idéologique flou, plonge ses racines dans l'histoire. Le PDC suisse est l'héritier de l'ancien Parti conservateur, qui est lui-même un avatar du Sonderbund. Comme on le sait, l'Etat fédéral a été fondé en 1848. Ce que les Suisses ne savent pas toujours (ou feignent parfois d'oublier), c'est que cette naissance a été précédée d'une grossesse douloureuse et convulsive. La voie vers la Suisse moderne n'a pu être ouverte que par une sorte de « mini-guerre de sécession », guerre qui, en 1847, a opposé d'un côté les cantons à majorité radicale, qui luttaient pour un

politique

*Le PDC (Parti démocrate-chrétien) ne veut plus être le « Parti Des Catholiques » de Suisse. A la bonne heure... Mais que serait-il sinon ? Abandonner l'identité traditionnelle est une chose, en développer une nouvelle en est une autre.*

Etat moderne et supra-cantonal, et, de l'autre, sept cantons conservateurs (les cinq cantons de la Suisse centrale, plus Fribourg et Valais) qui voulaient garder la vieille alliance fédérale où les cantons étaient souverains. Face à la montée du radicalisme, ces cantons ruraux et alpins avaient scellé auparavant une alliance séparée (d'où le terme de *Sonderbund*). La guerre du Sonderbund, qui opposa les deux camps et qui fit une cinquantaine de morts, fut gagnée haut la main par les forces libérales-radicales, aboutissant à la création de l'Etat fédéral.

Dans les premières années, les vaincus restèrent au ban du nouvel Etat fédéral, dirigé par un Conseil fédéral à 100 % radical. En revanche, les conservateurs catholiques retournèrent graduellement au pouvoir dans les cantons du Sonderbund. Ils finirent par constituer une minorité importante sur le plan fédéral, notamment grâce à leur forte représentation au Conseil des Etats (Chambre des cantons). A la longue, les radicaux devaient se réconcilier avec leurs adversaires.

Le Kulturkampf dans les années 1870 raviva cependant pour quelques années encore le clivage traditionnel entre radicaux et conservateurs-catholiques. Mais vers la fin du siècle, face à la montée du socialisme, un rapprochement s'opéra entre les deux grandes forces bourgeoises. En 1891, les radicaux concédèrent aux conservateurs-catholiques un siège au Conseil fédéral, qui fut occupé par le Lucernois Joseph Zemp. La réconciliation des vaincus du Sonderbund avec l'Etat fédéral était en cours.

En 1912, un Parti conservateur vit le jour sur le plan national, composé de milieux hétérogènes : l'élite politique des anciens cantons du Sonderbund, ainsi que les représentants des milieux catholiques-romains provenant des cantons à majorité radicale (Genève, Zu-

rich, etc.) ; au tournant du siècle, un courant chrétien-social, relais du syndicalisme catholique, se forma, s'intégrant peu ou prou au Parti conservateur.

Celui-ci présenta donc, dès le départ, un éventail idéologique large, allant de la droite la plus conservatrice à la gauche syndicale catholique. Toutefois, ces milieux dissemblables étaient tenus ensemble par un puissant dénominateur commun : l'appartenance au « ghetto » catholique-romain qui constituait, dans la Suisse majoritairement protestante et radicale, une sorte de sous-culture confessionnelle, avec une forte identité de minoritaire.

## Le pivot

Le Parti conservateur fut dès lors obligé de suivre une ligne intermédiaire entre la droite et la gauche s'il ne voulait pas perdre l'une ou l'autre de ses composantes. Cette position médiane, pour inconfortable qu'elle puisse être parfois, a aussi des avantages. En 1959, le Parti conservateur chrétien-social, comme il s'appelait alors, devint l'artisan principal du grand compromis historique de l'histoire suisse, appelé « formule magique ». Selon cette recette gouvernementale, qui tiendra pendant 44 ans (!), le Conseil fédéral se composait de deux radicaux, deux conservateurs chrétiens-sociaux, deux socialistes et un agrarien (UDC). Pouvant s'allier à la droite ou au contraire à la gauche, les conservateurs chrétiens-sociaux devenaient ainsi le pivot de la politique fédérale.

Leur position au centre ne réussit donc pas trop mal aux anciens exclus de l'Etat fédéral. Avec le Parti radical et les socialistes, l'ancien Parti conservateur domina la politique fédérale. De plus, ce parti du « centre extrême » - si l'on ose ce pa-

radoxe - était en phase avec son temps, époque de concordance et de haute conjoncture.

## L'érosion

Toutefois, dès les années 1960, la décon-  
fessionnalisation - mais aussi le boule-  
versement du monde catholique symbo-  
lisé par le concile Vatican II - commença  
à affecter le parti. Les catholiques ne  
s'engageant plus automatiquement dans  
un parti marqué par les luttes confes-  
sionnelles du XIX<sup>e</sup> siècle, celui-ci essaya  
de s'ouvrir aux non-catholiques. Il chan-  
gea de nom en 1970 pour s'appeler  
désormais Parti démocrate-chrétien. Il  
espérait ainsi devenir, comme la CDU  
en République fédérale d'Allemagne, un  
grand parti de centre-droit, largement  
ouvert aux non-catholiques. Le succès  
de cette tentative fut limité.

S'ajouta une autre difficulté. Le PDC se  
retrouva confronté à des problèmes de  
recrutement car une partie de la jeunesse  
catholique était alors séduite par la gau-  
che. Ainsi le jeune Peter Bodenmann, fils  
d'un éminent politicien conservateur du  
Haut-Valais, fonda à Brigue un mouve-  
ment politique de gauche, qui se fonda  
par la suite dans le Parti socialiste.  
Ailleurs, comme à Fribourg ou dans le  
Jura, on assista à la naissance de par-  
tis chrétiens-sociaux indépendants.  
Dans les années '80 et '90, la polarisa-  
tion croissante de la politique fédérale  
et la question européenne commencè-  
rent à peser sur ce parti du centre qu'est  
le PDC. Pris dans la tempête, ne sachant  
plus à quel saint se vouer, les capitai-  
nes du navire donnèrent parfois un coup  
de barre à droite, parfois à gauche. Ainsi,  
après avoir été opposé à toute ouver-  
ture envers l'Union européenne (UE), ce  
qui fâchait l'aile urbaine du parti, le PDC  
effectua un virage à 180° pour prôner

l'ouverture rapide de négociations en  
vue d'une adhésion de la Suisse à l'UE...  
avant de se raviser une nouvelle fois.  
Ces dernières années, l'UDC de Chris-  
toph Blocher a fait irruption dans les an-  
ciens cantons catholiques conservateurs.  
Du coup, le PDC a glissé vers la droite,  
notamment pour les questions écono-  
miques et en matière d'asile. Mais cela  
n'a pas évité au parti la perte historique  
en 2003 de l'un de ses deux sièges au  
Conseil fédéral, au profit du tribun UDC  
Blocher.

Depuis, le PDC s'est redressé. Sous la  
présidence de Doris Leuthard, il s'est  
doté d'un nouveau programme. Il veut  
désormais être un parti non pas du « ni  
ni », mais du « et et » : libéral ET social.  
Malgré quelques succès locaux et un  
indéniable gain d'image sur le plan mé-  
diatique, l'érosion du parti n'est pas dé-

politique

*Un parti en équilibre*



finitivement stoppée. Le risque est grand que les électeurs continuent de lui préférer des partis plus typés, comme l'UDC, le Parti socialiste ou encore les Verts. Les temps sont rudes pour les partis du centre. Certes, le PDC peut se dire que les radicaux connaissent également des difficultés, mais c'est une maigre consolation...

### Quatre scénarios pour l'avenir

Face à la transformation du paysage politique, que peut faire le PDC pour assurer son avenir ? Plusieurs options s'offrent à lui.

La première : le PDC retourne à son origine et redevient un parti proche de l'Eglise catholique. Le grand problème est qu'en se rapprochant de la hiérarchie de l'Eglise - donc en adoptant des positions conservatrices sur les questions de société et de mœurs, et plutôt progressistes dans le domaine social, par exemple l'asile -, le PDC se couperait à la fois des milieux anti-Eglises et de la droite catholique séduite par l'UDC. Le PDC deviendrait un parti à identité forte, mais à implantation faible.

Une autre option - souvent discutée dans les sections cantonales - serait d'abandonner l'identité chrétienne, peu à la mode par les temps qui courent, pour devenir encore davantage un parti « at-trape-tout » de centre-droit. Ce faisant, le parti renoncerait à une bonne part de ce qui le différencie d'autres formations bourgeoises, comme le Parti radical ou les libéraux. Il risquerait de perdre son identité, sans renforcer son implantation.

Troisième possibilité : la fusion avec le Parti radical dans le but de former un grand parti de centre-droit. On aurait alors quatre forces politiques majeures : les

partis de gauche, les Verts au centre-gauche, le PDC/radicaux au centre-droit et l'UDC à droite. Cette option - prônée entre autres par notre confrère Pascal Décaillet sous le sigle « le ralliement » (qui rappelle la réconciliation de l'Eglise avec la France républicaine sous le pape Léon XIII) - correspond, certes, à la logique et à l'esprit de géométrie, mais susciterait probablement beaucoup de résistance. Car le PDC n'a jamais été véritablement libéral. De plus, une grande fusion comporte toujours des risques, en l'occurrence celui de voir une partie des électeurs PDC rejoindre la gauche ou les Verts, voire le Parti évangélique, et une partie des radicaux, l'UDC.

Reste une quatrième alternative, celle d'être un parti chrétien, sans attache confessionnelle, cultivant son engagement humaniste et ouvert à toutes les personnes à la recherche d'un supplément d'âme en politique. En d'autres termes, le PDC pourrait, encore davantage que par le passé, essayer de réunir les citoyens qui ne votent pas à gauche parce qu'ils croient à la vertu de la responsabilité individuelle, et qui ne sont pas radicaux ou UDC parce qu'ils croient à la nécessité d'un correctif social pour équilibrer les effets du marché et de la globalisation triomphante.

C'est cette option qui me semble la plus prometteuse car elle engagerait le PDC à se profiler résolument dans la défense des valeurs de solidarité et de respect de l'être humain.

**Chr. B.**